

Qui a voulu profaner Auschwitz?

Pologne L'enseigne «Arbeit macht frei», qui ornait l'entrée du camp nazi, a été volée vendredi. La police polonaise n'a pas d'indice

Angélique Mounier-Kuhn

Plus qu'ailleurs dans le monde, l'affaire a provoqué un choc et soulevé une tempête de protestations en Israël. «Il s'agit d'un acte abominable qui relève d'une véritable profanation», a ainsi dénoncé le vice-premier ministre Sylvan Shalom. Plus courroucé encore, Avner Shalev, le président du Mémorial Yad Vashem à Jérusalem, a voulu y voire une «déclaration de guerre». Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'inscription de sinistre mémoire *Arbeit macht frei*, qui ornait le portail du camp nazi d'Auschwitz, au sud de la Pologne, a été dérobée.

A l'insu des vigiles

Selon la police polonaise, l'enseigne en fer forgé, installée dès 1940 à l'orée du camp de concentration numéro un (les chambres à gaz, se trouvaient dans le camp numéro deux, Birkenau), a été décrochée entre 3 h 30 et 5 heures du matin, à l'insu des vigiles qui assuraient la garde du site. Mais qui et combien étaient-ils? Et pour quel dessein absurde opérer un hold-up sur l'une des expressions les plus cyniques du nazisme? Assurément,

ils étaient organisés. C'est une enseigne de cinq mètres de long qu'il a fallu dévisser. Et ils ne pouvaient ignorer le retentissement qu'aurait leur acte.

La police polonaise a lancé des dizaines d'hommes et des chiens aux trousses des voleurs. Elle décrypte les bandes des caméras de surveillance. Mais elle ne semblait pas disposer du moindre indice vendredi: «Toutes les pistes sont possibles mais nous privilégions celle d'un vol sur commande d'un collectionneur privé ou d'un groupe de gens», a suggéré évasivement à l'AFP une porte-parole, en promettant 1775 francs de récompense à tout informateur.

En Pologne, le larcin a été condamné par le président Lech Kaczyński, qui s'est déclaré «bouleversé et indigné». Le Ministère des affaires étrangères de l'Allemagne, qui a signé mercredi une contribution de 60 millions d'euros au fond d'entretien du camp visité chaque année par un million de personnes, a exprimé le vœu d'une résolution rapide de l'énigme.

A un mois de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz, le 27 janvier 1945, l'émotion des rescapés de l'Holocauste est intense. «Je réa-

gis avec colère, s'empare Raphaël Esrail, le président de l'Union des déportés de France. Voler ce symbole de la déchéance et de la persécution nazie, c'est un déni d'histoire intolérable.»

1,1 million de morts

«Cela fait extrêmement mal. On veut tuer ce qui reste, alors que c'est déjà tellement lourd à porter», s'émeut Danièle Cohn, philosophe à l'Ehess à Paris, spécialiste de la Shoah et petite-fille de déportée. Selon elle, «tout ce qui touche au

périmètre d'Auschwitz est de l'ordre de la mémoire vive. Y porter atteinte est une agression totalement sauvage».

Auschwitz était le principal camp de concentration et d'extermination SS durant la Seconde Guerre mondiale. Son nom reste le plus étroitement associé au souvenir du génocide. Entre 1940 et 1945, 1,1 million de personnes y ont perdu la vie, d'épuisement ou gazées, dont un million de juifs ou tziganes. Danièle Cohn ajoute: «Si on pense à Auschwitz, on pense

forcément à cette porte. On ne peut pas s'empêcher de songer que des yeux se sont levés sur elle.»

«*Arbeit macht frei* n'est pas tant un symbole nazi qu'un slogan industriel repris par dérision», précise pour sa part Georges Bensoussan, responsable éditorial du Mémorial de la Shoah, à Paris. Dans les années 1920, il ornait le frontispice des usines du groupe chimique IG Farben. «Mais il appartient aujourd'hui à la mémoire collective. Il a été sacralisé, et toute sacralisation est un appel à la transgression pour le premier es-

prit fragile venu», ajoute l'historien. Georges Bensoussan soupèse une autre motivation, celle de l'antisémitisme, «qui n'a pas désarmé dans la société polonaise, loin de là, même s'il n'est plus aussi virulent que dans les années 1930».

En 1979, l'Unesco a inscrit le camp, symbole du phénomène concentrationnaire, sur la liste de son patrimoine mondial. A cet égard, martèle l'historien, «c'est de mémoire universelle qu'il s'agit. Tout le monde devrait se sentir concerné par ce vol».

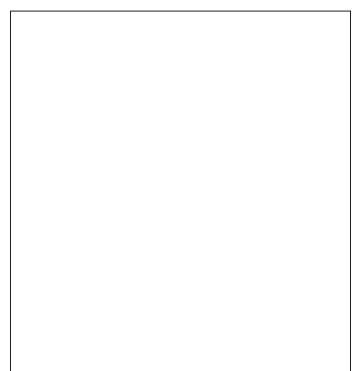
L'ex-chef de l'Etat khmer rouge est à son tour inculpé de génocide

Cambodge Le tribunal de Phnom Penh a mis en examen Khieu Samphan après des poursuites similaires contre deux autres dirigeants

Pour la première fois, des inculpations de génocide ont été prononcées contre des anciens dirigeants khmers rouges qui doivent comparaître en 2011 devant le tribunal de Phnom Penh, composé de juges cambodgiens et étrangers. Après l'ex-numéro deux du régime Nuon Chea et l'ancien chef de la diplomatie Ieng Sary, l'ex-chef d'Etat du régime de Pol Pot, Khieu Samphan, âgé de 78 ans, a été inculpé vendredi de génocide par les deux co-juges d'instruction. Les trois hommes sont déjà inculpés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour le massacre de 1,7 million de personnes, soit 25% de la population khmère de l'époque.

Vietnamiens et Chams

L'inculpation de génocide repose sur la conviction des juges d'instruction que les dirigeants khmers rouges ont voulu détruire deux communautés spécifiques, celle des Chams musulmans et celle des Vietnamiens. Selon les Nations



unies, le génocide se définit en effet comme «des actes commis avec l'intention de détruire, en totalité ou en partie, un groupe racial, ethnique ou religieux».

Selon Youk Chang, directeur du Centre de documentation du Cambodge qui collecte les archives sur le régime khmer rouge, les preuves de génocide sont solides dans les deux cas. «Dans le cas des Vietnamiens, c'est très clair. Les Khmers rouges diffusaient sur leur radio des communiqués affirmant qu'ils voulaient massacrer tous les Vietnamiens», dit-il. Selon le Centre de documentation, très peu de résidents vietnamiens au Cambodge ont survécu au gouvernement khmer rouge, entre avril 1975 et janvier 1979. Après le début d'un conflit armé entre le Cambodge et le Vietnam en 1977, les purges contre les Vietnamiens se sont accélérées. Plusieurs centaines de soldats vietnamiens capturés pendant le conflit ont été exécutés au centre de tortures S-21 à Phnom Penh, dirigé par Douch, premier responsable khmer rouge à être jugé. Le verdict à son encontre doit être prononcé en mars prochain.

Après leur prise du pouvoir en 1975, les Khmers rouges avaient interdit aux Chams de pratiquer leur religion. Cela avait provoqué des soulèvements dans plusieurs villages de la province de Kompong Cham, lesquels avaient été suivis d'une répression extrêmement brutale. Une communauté entière avait été massacrée sur l'île de Koh Phal, au milieu du Mékong. «Les Khmers rouges avaient forcé les Chams à manger du porc et à quitter leurs habits traditionnels. Après la révolte, les Khmers rouges sont devenus paranoïaques vis-à-vis des Chams. Il y avait clairement une politique raciste à leur égard», affirme Youk Chang. On estime qu'entre 100 000 et 400 000 Chams sont morts sous le régime de Pol Pot.

Seul mot utilisé en khmer

Certains observateurs estiment que cette inculpation de génocide risque de compliquer le procès et de jouer en faveur de la défense, laquelle pourrait argumenter que les Khmers rouges identifiaient leurs ennemis selon des critères politiques, et non en termes de communautés ethniques ou religieuses. «Cela va permettre à la défense de créer un rideau de fumée», pense David Chandler, auteur de plusieurs ouvrages sur le régime khmer rouge. Youk Chang, lui, n'est pas d'accord. Il affirme au contraire que cela va renforcer le soutien des Cambodgiens pour le procès en cours. «Le mot génocide est le seul mot utilisé en khmer par tous les survivants depuis trente ans, dit le directeur du Centre de documentation. La notion de crime contre l'humanité n'a pas de traduction en khmer. «Génocide» est le seul mot qu'ils comprennent véritablement.» **Arnaud Dubus, Bangkok**

La guerre du Nord-Yémen prend une dimension régionale

Péninsule Arabique Le conflit entre Sanaa et les Zaydites, aux portes de l'Arabie saoudite, s'est ravivé depuis l'été. Riyad a pris les armes

Intermittent depuis cinq ans, le conflit qui oppose le gouvernement du Yémen aux rebelles zaydites (une branche du chiisme) de la région de Saada, au nord du pays, s'est brutalement ravivé en août dernier. Il est entré dans un «sixième round», qui menace de le faire changer d'échelle.

Dans un communiqué, les rebelles, aussi appelés Houthistes du nom de leur chef Husayn al-Houthi – abattu en 2004 – accusent les Etats-Unis de prendre une part active à l'offensive du président Saleh contre leurs positions depuis la semaine passée. «L'aviation américaine a perpétré des massacres sauvages, utilisant divers types d'armes [...] pour détruire les villages et tuer les habitants», dénoncent-ils.

L'allégation «n'est pas du tout plausible, juge Antoine Basbous, spécialiste du monde arabe et musulman. Elle vise surtout à mobiliser les opinions contre les Américains, et les Saoudiens», leurs alliés et ceux de Sanaa. L'éventualité d'une intervention directe des Etats-Unis, très préoccupés par ce qui se passe aux portes de la péninsule Arabique «est à prendre avec beaucoup de précautions, nuance David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique. Mais la présence de forces spéciales américaines dans la région, elle, est très vraisemblable.»

Rebelles infiltrés

L'entrée en lice de l'Arabie saoudite est, elle, avérée. Après avoir limité son appui à Sanaa à une aide financière et à une coopération de son état-major ces dernières années, Riyad a pris les armes début novembre contre les insurgés yéménites en réplique à l'attaque de l'un de ses avant-postes militaires par des rebelles infiltrés sur son territoire. Samy Dorlian, enseignant à Sciences

Po à Aix-en-Provence, déchiffre ainsi les événements: «En permettant à l'armée du Yémen de pénétrer sur son territoire pour encercler les partisans d'Al-Houthi, l'Arabie saoudite a poussé ces derniers à attaquer pour tenter d'en déloger les soldats de Sanaa.» Comme toujours dans cette guerre qui se trame en l'absence d'observateurs et se dispute aussi sur le terrain de la propagande, les faits sont difficiles à établir. Mais chacun admet que l'immixtion du royaume wahabite dans les combats l'a projeté dans une nouvelle dimension régionale. Son décryptage n'en continue pas moins de diviser spécialistes, entre les tenants d'un conflit endogène et les partisans d'une lecture géopolitique.

Ainsi, pour Samy Dorlian, la révolte des Houthistes puise sa source dans leur contestation «du partenariat dans la lutte antiterroriste nouée après le 11 septembre entre Washington et Sanaa. Ils revendiquent en outre la sauvegarde de leur patrimoine culturel menacé par la politique de stigmatisation systématique de Sanaa». «Plus on avance, plus la superficie du conflit augmente. Sanaa ne parviendra pas à le régler par la force», assène-t-il. Cet enlèvement concourt à faire du Yémen un Etat en «faillite», triplement

dépassé: par les Houthistes au nord; les poussées sécessionnistes au sud; et l'enracinement croissant dans le pays des réseaux affiliés à Al-Qaïda.

La main de l'Iran

Loin d'une guerre bornée au seul Yémen, Antoine Basbous décèle en soutien de la rébellion zaydite la main malfaisante d'un Iran chiite, désireux de faire monter la pression dans la région en attisant un foyer aux portes du royaume majoritairement sunnite. «Le danger est très grand pour l'Arabie saoudite. Il ne se cantonne pas à sa frontière, assure le spécialiste. Un million de Yéménites y vivent, dont beaucoup sont Houthistes. Et la communauté chiite qui vit à l'est est assise sur des gisements pétroliers. L'Iran veut déstabiliser le royaume, en y ressuscitant les solidarités chiïtes.»

L'existence de connexions entre l'Iran et les Houthistes, démentie par Téhéran, «est entretenue par les positions officielles des Yéménites et des Saoudiens, rétorque Dominique Thomas, spécialiste des mouvements islamistes. Il y a des rumeurs, on a suspecté que des armes saisies provenaient d'Iran. Mais il n'y a pas de preuves tangibles». David Rigoulet-Roze tente de concilier les approches: «La base endogène du conflit est réelle, mais elle ne doit pas masquer les autres enjeux tels que l'instrumentalisation de la rébellion dans une configuration régionale.»

Il existe dans cette guerre dont les morts se comptent en milliers une réalité qui ne souffre pas la moindre discussion. Celle de la détresse des civils pris dans le feu des combats. Mardi passé, en évoquant le sort des 200 000 déplacés et des 1,3 million de personnes en situation «d'insécurité alimentaire», l'ONU en appelait à une «trêve humanitaire». **A.M.-K.**